

Élections. David Douet veut « démondialiser »

Gwen Carbeline

Les élections législatives auront lieu les 11 et 18 juin. D'ici le premier tour, Le Télégramme vous présente chaque candidat. Aujourd'hui, David Douet, candidat du Parti de la Démondialisation.



Pour David Douet, et sa suppléante Christiane Nennot, le clivage droite-gauche n'a plus de sens.

Du Front National à La France Insoumise, aucun parti n'échappe au « grand coup de balai » qu'appelle de ses vœux le Parti de la Démondialisation (Pardem). Ce petit parti né en 2016 est dirigé par Jacques Nikonoff, ancien ouvrier devenu énarque qui n'a pas récolté les parrainages nécessaires pour se présenter à la dernière présidentielle. Pour ces législatives, le Pardem présente un seul candidat dans les Côtes-d'Armor : David Douet, 43 ans, un habitant de Saint-Pôtan où cet employé de magasin vit maritalement avec ses trois enfants.

Un nouveau clivage

C'est une première candidature pour cet homme de sensibilité de gauche. Il est épaulé par sa suppléante, Christiane Nennot, âgée de 73 ans, d'Yvignac-la-Tour. Ancienne directrice d'école à Dinan, elle fut conseillère municipale (1983-1989), et militante communiste candidate à pratiquement toutes les élections possibles... avant de quitter le PC en 1997 quand il s'est rapproché du PS. Comme le nouveau président Macron, ils estiment que « le cli-

vage droite - gauche n'a plus de sens ». Mais la comparaison s'arrête là. « Pour nous, le clivage est entre mondialisation et démondialisation. On est donc à l'opposé de Macron », explique David Douet. Pour eux, « la gauche n'est plus de gauche, quand le PS impose la loi El-Khomri par exemple ». Pourquoi ne pas rallier Mélenchon, alors ? « On aurait pu, mais il y a des divergences. Nous, on veut sortir de l'Union européenne, qui est un outil du néolibéralisme. Mélenchon veut renégocier les traités, mais un traité, cela ne se renégocie pas, surtout s'il faut l'accord des 27 ».

Haro sur le « grand capital »

Leur solution est plus radicale. « Il faut sortir de l'Europe, de l'Euro, de l'Otan, du FMI... Maastricht, Lisbonne et les autres traités, c'est poubelle. Il faut repartir à zéro, que la France redevienne souveraine », estime Christiane Nennot. « On veut se libérer du grand capital, en gérant sans les fermer nos frontières nationales pour faire des échanges commerciaux en fonction des besoins réels, non pour les besoins des spéculateurs ».

Pilier de ce projet, la nationalisation massive des secteurs-clés de l'économie « pour les mettre au service de la population ». « Quand on nous a vendu l'Europe, c'était celle des peuples... On nous a enfumés ! Aujourd'hui, les pauvres n'ont jamais été aussi nombreux en Europe, et les milliardaires mettent la main sur tout, y compris sur l'information et la culture », juge David Douet.

« Droit opposable à l'emploi »

Le Pardem, lui, veut mettre en place un « droit opposable à l'emploi » pour garantir à tous un travail. « Le chômage est une institution du système spéculatif, un de ses outils pour peser sur les salariés et les rendre inoffensifs. Le travail, c'est pourtant l'essence de l'homme : hors de question de laisser quelqu'un sans emploi ou revenu décent », développe encore Christiane Nennot.

▼ Pratique

Réunion publique avec les candidats du Pardem, jeudi, à 20 h 30, salle Duclos-Pinot à Dinan.
Contact : douetdavid22@gmail.com
www.pardem.org